

Politique

le nouveau réformisme

Tribune socialiste évoquait il y a deux semaines le document commun du PCF et du PCI et, brièvement, le texte préparatoire au prochain congrès (le 22^{ème}) du Parti communiste français. Nous revenons sur ce sujet cette semaine, pour compléter et préciser l'analyse de l'orientation définie par la dernière réunion du comité central du PCF.



Après les élections présidentielles de 1974, la direction du PCF lançait la perspective de l'Union du peuple de France. Elle esquissait la voie d'un compromis historique à la française, en proposant l'alliance de tous les partis et organisations intéressés au changement démocratique, alliance dont n'étaient exclus que les défenseurs du grand capital monopoliste.

fausses prévisions

La possibilité de réalisation de cette politique supposait que les remous



à gauche Roland Leroy

suscités chez les gaullistes par la victoire de Giscard et la « trahison » de certains de leurs dirigeants ouvriraient une crise profonde et décisive dans le mouvement gaulliste. Elle supposait aussi que la contradiction entre le programme « libéral » de Giscard et la nécessité pour lui, une fois arrivé au pouvoir, de mener une politique de gestion de la crise accélérant la concentration capitaliste, éloignerait de la droite une partie de la petite et moyenne bourgeoisie.

Ces prévisions se sont révélées fausses, et cela très rapidement. Dès l'automne, l'Union du peuple de France n'était plus une perspective politique, mais un simple mot

d'ordre propagandiste. Bien plus, le renforcement de l'implantation et de l'audience du Parti socialiste laissait entrevoir un rééquilibrage de la gauche au détriment du PCF. L'opération des Assises pour le socialisme démontrait la volonté du PS de regrouper la gauche non communiste, et de reconquérir la base ouvrière perdue par la SFIO. La menace d'une solution de centre-gauche, associant le PS au gouvernement, apparaissait.

En octobre 1974, le 21^e congrès réduisait l'Union du peuple de France — dont la définition originelle avait

suscité de fortes résistances dans la direction, et aussi chez de nombreux militants — au rang d'un élargissement de l'alliance scellée autour du Programme commun. Il définissait la double ligne d'attaque qui allait inspirer la politique du PCF dans la période suivante : d'une part le développement de l'action autonome du Parti et la lutte pour son renforcement, d'autre part, la critique systématique du PS, afin de reconquérir le terrain perdu à son profit.

Le document préparatoire au 22^e congrès ne présente aucun trait saillant, ne se distingue par aucune formule spectaculaire. Il ne définit pas de virage stratégique. Il faut le considérer comme un texte récapitulatif

des orientations fondamentales du PCF, comme la défense et l'illustration de la démocratie avancée et de la stratégie d'Union de la gauche. Cette récapitulation, centrée sur la voie démocratique de conquête du gouvernement et de passage au socialisme, a en elle-même un sens, si elle n'apporte rien de nouveau quant au fond.

cible de la droite...

Le PCF n'a pas gagné grand chose en privilégiant la critique systématique du PS et de ses dirigeants. Il n'a pas entravé le développement de l'influence socialiste. En s'isolant, il s'est offert comme cible privilégiée aux attaques redoublées de la droite, alors qu'il ne pouvait espérer qu'un faible soutien de partenaires de son côté, il s'appliquait à critiquer avec violence. Son attitude a facilité le développement de tendances centrifuges existant dans la coalition de gauche.

Ces acrobaties tactiques seraient sans danger pour le PCF, si, comme en 1934-39, il avait le choix entre plusieurs stratégies. Ce n'est plus le cas. Il y a longtemps que le PCF a abandonné la stratégie de conquête révolutionnaire du pouvoir. La perspective de la voie électorale d'accès au pouvoir qui est la sienne le condamne au choix entre l'isolement sans aucun débouché, et l'alliance avec le Parti socialiste. L'isolement, que le PCF a bien connu dans le passé et notamment après 1947, ne peut pas lui être plus profitable aujourd'hui : se cantonner dans un rôle d'opposition globale est contradictoire avec la volonté de se présenter en parti de gouvernement, et se placer au premier plan des luttes ne lui éviterait pas l'affaiblissement.

Le danger de l'isolement risque de se poser en termes très concrets au lendemain des prochaines élections législatives, où le renforcement du PS peut amener la bourgeoisie à rechercher une solution du centre-gauche. Par rapport à cette menace, la direction du PCF corrige la ligne adoptée il y a un an, en s'appuyant sur le peu de résultat qu'elle a produit. Au sein de cette direction, la position de Georges Marchais semble s'être renforcée : ni Roland Leroy, ni Paul Laurent ne figurent dans la commission du comité central chargée de poursuivre la discussion préparatoire au Congrès.

le PS en liberté surveillée

L'orientation proposée vise à ne fermer aucune perspective, à ne pas figer la politique du Parti. Elle se situe dans la tradition « thorzienne », où la préoccupation prioritaire de l'affirmation du rôle du PCF s'accompagnait d'une très grande souplesse tactique, lui permettant de s'adapter aux changements de situations. Dans le document préparatoire, on retrouve constamment cette préoccupation : seule la classe ouvrière est révolutionnaire mais elle triomphera en rassemblant toutes les couches antimonopolistes ; le PCF est un parti ouvrier révolutionnaire mais il choisit la voie légale d'accès au gouvernement, et respectera les règles de la démocratie bourgeoise, les libertés, le pluralisme politique ; sa stratégie repose sur l'union de la gauche mais il faut élargir cette alliance en réalisant l'Union du peuple de France.

Dans ce cadre, les relations avec le PS sont posées en termes critiques, sans que cette critique constitue l'essentiel du texte. Disons que le PS, toujours présenté comme peu présent dans la classe ouvrière, réformiste, enclin à la collaboration de classes, n'est plus en détention préventive mais qu'il se retrouve en liberté surveillée... Parce que l'alliance avec le PS lui est nécessaire, le PCF modère ses attaques contre lui. Cet assouplissement tactique ne peut amener un retour à la situation des années 1972-73 : la modification du rapport des forces au sein de l'union de la gauche exclut un tel retour.

Si la direction du PCF manifeste sa volonté de n'éliminer aucune possibilité et de ne pas enfermer son Parti dans un repli sur soi qui lui serait dommageable, elle ne modifie pas pour autant ses orientations fondamentales. Le projet de texte ne ferme aucune porte : il n'en ouvre pas non plus.

Face aux conséquences de la crise sur la situation des travailleurs, le PCF n'offre aucune autre perspective qu'une hypothétique victoire aux prochaines élections, et l'application d'un programme de gouvernement qui ne propose pas d'alternative radicale au capitalisme en difficulté. L'accès au socialisme passe par une lutte longue et difficile... On s'en doutait ! Rien n'est dit, par contre, sur l'action à mener, aujourd'hui, contre la politique du pouvoir, sur ses objectifs, ses formes et ses moyens.

participation... des représentants

Dans la seconde partie du document, consacrée à la société de transition au socialisme telle que la direction du PCF la définit, les précisions les plus claires concernent l'exercice des libertés, c'est-à-dire le terrain sur lequel le PCF fait l'objet des plus vives attaques. Sur la question fondamentale, à savoir qui exerce le pouvoir à tous les niveaux, les réponses ne correspondent nullement au mouvement qui se développe dans la classe ouvrière et qu'ont exprimé des luttes comme celle des travailleurs de LIP.

« Participation » est le mot-clé concernant le rôle et le pouvoir des travailleurs dans la société « socialiste » : on parle des « structures de participation des habitants » dans les quartiers, d'association des travailleurs à la gestion des municipalités, de participation des travailleurs à la gestion des entreprises nationalisées... par l'intermédiaire de leurs représentants. De la gestion démocratique à l'autogestion, le pas est difficile à franchir ! Et de la manière dont s'annonce le 22^e congrès, il ne sera pas franchi de sitôt...

François TURQUAN